CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2025 – 11H30

L'an 2025, le 28 avril, à 11 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de Mme Nathalie de BARTILLAT, Maire.

Présents : Mme de BARTILLAT Nathalie, Maire, Mme AUTIER Danielle, Mme SAVARY Martine, Mme BERTRAND Mireille M. M. ARNOLD Gérard.

Excusés : M NAMONT Jacques, pouvoir à Mme Danielle Autier

Absents : M. LOMBARD Patrice.

Mme BERTRAND Mireille est élue secrétaire de séance.

Nombre de membres

Afférents au Conseil municipal : 7

Quorum : 4

Présents : 5

Votants : 6

Date de la convocation : 23/04/2025

Date d'affichage : 23/04/2025

ORDRE DU JOUR

APPROBATION DU PRECEDENT PROCES-VERBAL

PERSONNEL COMMUNAL : RISQUE PREVOYANCE

délibération 2025_19

SDE18 : PLAN DE FINANCEMENT ECLAIRAGE PUBLIC

délibération 2025_20

IMPLANTATION D'UNE ANTENNE RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE

QUESTIONS DIVERSES

Adoption du compte-rendu de la séance précédente : Le compte-rendu de la séance précédente a été adopté à l'unanimité des membres présents.

PERSONNEL COMMUNAL : RISQUE PREVOYANCE

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 indique que les collectivités doivent désormais prendre en charge une partie de la protection sociale complémentaire :

- Risque prévoyance (maintien de salaire, invalidité, incapacité, décès...) obligatoire en 2025 à hauteur minimale de 7€/mois
- Risque santé (couverture maladie, remboursement des frais médicaux) obligatoire en 2026 à hauteur minimale de 15€/mois

Pour rappel :

Suite à la réunion du Conseil municipal du 13 décembre 2024, la collectivité a signé une convention avec le CDG18 pour le risque santé. Cependant, la commune passe par la labélisation pour le risque prévoyance. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2025, l'agent technique perçoit une participation de 7.00 € mensuel pour son contrat prévoyance, sa mutuelle étant labélisée.

Le Conseil doit de nouveau délibérer sur le risque prévoyance car le CDG18, via le Comité social territorial, a demandé que la délibération lui soit préalablement soumise afin de vérifier sa régularité. Un dossier a donc été déposé et soumis au CST du 24 mars 2025. Celui-ci a rendu un avis favorable à l'unanimité des représentants des collectivités et du personnel.

DELIBERATION 2025_19

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L 452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du Comité social territorial réuni le 24 mars 2025 ;

Madame le Maire expose les informations suivantes :

Les décrets n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et n°2022-581 du 20 avril 2022, relatifs aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, instaurent, pour les collectivités et les établissements publics, la possibilité de participer financièrement au contrat prévoyance de leurs agents et leur obligation de choisir soit la labellisation soit une convention de participation et de participer financièrement à compter du 1er janvier 2025.

Les modalités de mise en œuvre de cette participation doivent être fixées par l'organe délibérant après avis du Comité social territorial.

Dans le cadre de la prévoyance maintien de salaire, la modalité dite de la labellisation offre à l'agent la liberté de choix de sa garantie, la liberté de choix du coût de l'assurance et la liberté de résiliation. Il apparaît donc que la modalité de labellisation paraît la plus adaptée au besoin des agents de la collectivité.

Chaque agent soit ayant déjà souscrit à une prévoyance appartenant à une liste à labellisée, soit souhaitant y souscrire, pourra percevoir sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par son assurance attestant de la labellisation du contrat souscrit, une participation par la collectivité.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- **DECIDE** de participer au financement des cotisations des agents de la collectivité pour le risque prévoyance.
- **DECIDE** de retenir pour le risque prévoyance la labellisation.
- **DECIDE** de fixer le montant de la participation financière pour tous les agents en position d'activité sur présentation annuelle d'une attestation délivrée par la mutuelle attestant de la labellisation du contrat souscrit à 7 € mensuels.
- **DECIDE** de verser la participation financière aux agents titulaires et stagiaires de la collectivité en position d'activité ou détaché après auprès de celle-ci, travaillant à temps complet, à temps partiel ou à temps complet, ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé, en activité ou bénéficiant d'un congé assimilé à une période d'activité.
- **PREND L'ENGAGEMENT** d'inscrire les crédits nécessaires au budget des exercices correspondants.

A l'unanimité ; Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 0

SDE18 : PLAN DE FINANCEMENT ECLAIRAGE PUBLIC

DELIBERATION 2025_20

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2013_04 du 05/02/2013 décidant du transfert au Syndicat Départemental d'Énergie du Cher (SDE18) de la compétence « éclairage public »,

Vu les statuts du SDE 18

Considérant que la commune conserve le pouvoir décisionnel sur les travaux à réaliser par le SDE 18 et le choix du matériel, il y a lieu d'autoriser le Maire à signer les plans de financement prévisionnel d'éclairage public présentés par le SDE 18.

Madame le Maire indique que le SDE lui a signalé des anomalies sur des sections de câble en défaut entre les points AB-0018 et AB-0019. Actuellement, un câble provisoire en aérien est installé dans la haie pour alimenter les lanternes AB-0019, AB-0030 et AB-0021. En plus du défaut sur le câble, une non-conformité de sa section, mais également une mise aux normes obligatoire, s'impose concernant les deux coffrets encastrés dans les façades sous les points lumineux AB-0018 et AB-0019. En effet, ils engendrent un potentiel risque d'accident électrique du fait de leur conception et de leur vétusté.

Le montage financier prévisionnel des travaux est estimé de la façon suivante :

Pièces administratives	219.52 €	HT	
Travaux d'éclairage public	956.48 €	HT	
Travaux souterrains	3 885.16 €	HT	
Câblage	151.98 €	HT	
Total	5 213.14 €	HT	100%
Prise en charge SDE 18	3 649.20	HT	70%
Prise en charge Collectivité	1 563.94	HT	30%

Le montant définitif de la participation financière de la commune sera calculé en fonction du montant réellement acquitté par le SDE 18.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le montage financier tel que défini ci-dessus
- **AUTORISE** le Maire à signer le plan de financement prévisionnel proposé par le SDE 18 et annexé à la présente délibération
- **DECIDE** d'inscrire les crédits afférents au budget de la commune, sachant que le montant définitif de la participation financière sera calculé en fonction du montant réellement acquitté par le SDE 18.

A l'unanimité ; Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 0

IMPLANTATION D'UNE ANTENNE RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE

AVIS2025_21

Madame le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal pour l'implantation d'une antenne de téléphonie mobile dans le cadre du programme national « New Deal », qui vise à couvrir les zones blanches sans réseau du territoire. Bouygues Telecom a été désigné comme opérateur ayant l'obligation d'implanter cette antenne au titre de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 2022 pour déployer un relais de téléphonie mobile à Apremont qui accueillerait règlementairement les 4 opérateurs leaders (Bouygues, Orange, SFR et Free). Le réseau est en effet selon les opérateurs, moyens pour certains et mauvais pour d'autres. Elle ajoute qu'outre les habitants, les services de secours et les nombreux visiteurs ont besoin d'un réseau téléphonique de bonne qualité.

Cependant, compte tenu de son classement parmi les « Plus Beaux Villages de France », de son intégration dans le site classé du Bec d'Allier et dans le périmètre du château classé Monument historique, Madame le Maire rappelle qu'une attention toute particulière doit être exercée sur ce qui pourrait atteindre la protection et le paysage du village.

Après l'échec de plusieurs projets d'implantation (dans le pré au-dessus de la Régie à la sortie du village côté Cuffy pour des raisons techniques, de l'autre côté de la rivière Allier, dans la Nièvre, sur la commune de Saincaize-Meauce pour des raisons de co-visibilité avec un ou plusieurs monuments historiques) un 3^{ème} site a été envisagé à l'embranchement des deux routes départementales RD100 et RD76 à la sortie d'Apremont dans une zone forestière. Il convient sur le plan technique (bon emplacement pour un rayonnement sur le village) mais reste sur le plan esthétique discutable car la hauteur du pylône serait de 42 mètres et entraîne donc une visibilité en tout cas partielle même si une grande partie serait masquée par le massif forestier.

Madame le Maire indique que le 22 avril dernier, pour vérifier la co-visibilité, des essais ont été réalisés par l'opérateur avec l'élévation d'un ballon blanc d'1 mètre de diamètre à l'emplacement et l'altitude présumés du pylône. Les propriétaires du château et la mairie étaient présents lors de ses essais et ont pu constater une co-visibilité partielle du haut du pylône quelques mètres au-dessus de la canopée depuis les étages du château et depuis le belvédère du Parc floral. La visibilité est faible ou inexistante depuis le village et depuis l'intérieur du château côté Allier.

Après discussion, le Conseil Municipal à l'unanimité,

- **EMET UN AVIS FAVORABLE** à l'implantation de l'antenne de téléphonie mobile avec réserves :
 - Choix du pylône monotube capoté sans antenne extérieure peint en vert kaki (coloris RAL 6003).
 - Plantation d'arbres et arbustes d'essence locale et forestière autour de l'antenne en pare-vue.

QUESTIONS DIVERSES

QR code WEPAP : Madame le maire indique qu'elle travaille sur la visite guidée du village en lien avec l'application fournie par l'association des Plus Beaux Villages de France.

Concerts : Deux concerts seront organisés dans l'église cette année : Le premier, le 15 juin par ***In chorus***, ensemble vocal composé de 25 personnes actuellement en résidence à l'abbaye de Noirlac. Le deuxième, sera un concert le 20 août de **Fontmorigny « Hors les murs »** pour un trio à cordes qui interpréteront des œuvres de Beethoven, Schubert et Mozart.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12h25

Le Maire, Nathalie de Bartillat

La Secrétaire, Mireille Bertrand